

Bruno Serralongue

Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions

La nouvelle exposition personnelle de Bruno Serralongue à Air de Paris, emprunte son titre au recueil de poèmes d'Henri Michaux. À travers «Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions», il sera question de lutte pour la terre qu'elle soit ailleurs, pour les migrants (*Calais*, 2006-2008, 2015-ongoing) ou ici pour les habitants temporaires et résidents de la Zone à Défendre (ZAD) (*Notre Dame des Landes*, 2014-ongoing).

[...] Face au zapping des mass medias, assoiffés de nouveauté et de spectaculaire, Bruno Serralongue oppose la lenteur et le décalage avec la notion d'actualité. Face à la surcharge d'informations, il oppose la parcimonie. Face à la très grande vitesse, qui gouverne tant la fabrication de l'information que les échanges commerciaux, les flux financiers et les transports, il oppose la persistance. Il représente des figures de résistance et d'opiniâtreté, des figures minoritaires qui parviennent malgré tout à se créer des moyens d'accès à l'opinion publique, à s'approprier un espace médiatique. Sa stratégie plastique s'articule à leurs stratégies de communication. Du Chiapas à Mumbai, en passant par Cuba, Washington et Genève, il a suivi depuis le milieu des années 90 la mise en place et la structuration du mouvement de l'alter-mondialisme. Ces grandes messes médiatiques lui offrent des filtres et des protocoles qui dirigent la production de ses photographies. Son expérience du hors-champ l'a amené à faire le constat d'une scénarisation du réel dans le processus de fabrication de l'information. Pour Bruno Serralongue, créer un stock d'images c'est, non pas illustrer l'actualité, non pas fournir une archive ouverte aux médias, mais proposer une contre-information au sens où Gilles Deleuze définissait l'art comme un acte de résistance. Une information qui résiste. Un autre régime de vitesse dans la production des images. Bruno Serralongue est un self-media : un émetteur-récepteur qui agit de manière autonome en-dehors de la sphère professionnelle de l'information. L'artiste self-media traite, produit et diffuse une information alternative et recodée, c'est-à-dire non soumise aux lois binaires des mass medias, dominés par la logique de l'immédiateté et les rapports de pouvoir. Il travaille sur des sujets qui le concernent, dans un temps réflexif, dans un autre rapport à l'événement, dans une temporalité qui est sans doute plus certainement celle de l'art, une temporalité qui ne s'impose pas le spectaculaire. Les contre-informations proposées par ses enquêtes sur le travail médiatique luttent contre la fragmentation d'une expérience vécue comme totalité. Comme Karl Kraus, premier critique des médias dans les années 30, il affirme aujourd'hui qu'il n'y a pas d'autre objectivité qu'une objectivité artistique. Face à la réalité falsifiée par les médias, il y a les alter-images de l'artiste. Ces dernières années, Bruno Serralongue a fait évoluer sa pratique en suivant plusieurs situations appartenant à l'actualité humaine, sociale et politique : Florange, Notre-Dame-des-Landes, les camps de Calais et la première décennie d'une nouvelle nation, le Kosovo. En développant une relation de travail et de complicité avec ces territoires et leurs habitants, il a pu développer sur le temps long une véritable connaissance des enjeux humains et environnementaux situés en ces lieux. Après sa grande rétrospective « Feux de camp », au Jeu de Paume en 2010, une récente exposition intitulée « La Terre est un crocodile », présentée en 2015 au MAMCO de Genève, lui a permis de mettre en évidence la manière dont ces plateaux de recherches, mis en relation, peuvent nous permettre de penser autrement la manière dont la communauté des vivants habite aujourd'hui le monde. Il s'agit pour lui d'affirmer la possibilité de rendre compte de l'histoire contemporaine avec les outils et la pensée visuelle de la photographie. [...]

Pascal Beausse

Calais (2006-08 et 2015 – ongoing)

Le 5 novembre 2002, le camp de réfugiés de Sangatte dans le Pas-de-Calais était fermé sur l'ordre du ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy. Cette fermeture fut annoncée par les gouvernements français et anglais comme une grande victoire sur l'immigration clandestine et sur l'insécurité sensée en découler. Ouvert en septembre 1999, le centre, géré par la Croix Rouge (et situé dans un hangar qui servit à abriter les engins de percement du tunnel sous la Manche), a accueilli jusqu'à mille deux cent migrants simultanément, principalement afghans, kosovars, irakiens et iraniens, qui voulaient passer en Angleterre. Ni la fermeture du camp ni la répression policière accrue n'ont interrompu le flot de migrants : Calais reste la ville française la plus proche de l'Angleterre et la zone portuaire ne cesse d'être aménagée pour augmenter la capacité d'accueil et de transit des camions. Entre 2008 et 2014, le nombre de migrant est resté stable. Les associations locales qui leur viennent en aide estiment qu'entre 400 et 600 personnes vivaient à l'année dans les terrains vagues et les zones boisées dans les environs de la ville. Stable également la réponse des forces de l'ordre : les différents camps étaient régulièrement investis par la police et les abris détruits, les migrants arrêtés puis relâchés quelques jours plus tard et les camps reconstruits un peu plus loin, mais toujours la règle des petits groupes et campements disséminés à la lisière de la ville ou dans des immeubles abandonnés était respectée, les regroupements se faisant essentiellement par nationalités. J'ai arrêté de me rendre à Calais et de faire des photographies mais je continuais à me tenir informé. Mais en 2015 une nouvelle stratégie a été appliquée par les pouvoirs publics afin de vider la ville de ses migrants et les contrôler plus efficacement. Mise en oeuvre par Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Manuel Valls, elle consiste à regrouper de force dans un même endroit, à proximité d'un centre d'accueil de jour ouvert le 15 avril 2015, l'ensemble des migrants de Calais. Tous les camps ont alors été détruits et les migrants escortés par la police dans ce que les associations locales d'aides aux migrants appellent désormais le « Bidonville d'Etat » ou le « ghetto d'Etat ». Cette nouvelle situation m'a incité à retourner à Calais et rouvrir la série pour une durée indéterminée. Les premières prise de vues datent d'avril au moment de l'ouverture du centre de jour Jules Ferry. Dès cette date, la plupart des associations ont alerté sur les dangers d'un tel regroupement, notamment sur la violence qu'elle engendre. Comme le précise le blog de Passeurs d'Hospitalités, jusqu'à présent, « les gens se regroupaient et se dispersaient selon des critères dont nous devons reconnaître qu'ils nous échappent très largement. C'était une faute de la part des autorités de les regrouper tous au même endroit, tout comme c'est une immodestie de la part de certains associatifs de vouloir changer le bidonville en village en lui plaquant des visions simplistes, par exemple une grille de lecture par nationalité, qui ne correspondent pas à la réalité sociale complexe qui s'y tisse. » En septembre 2015, les associations estimaient qu'entre trois et quatre milles personnes étaient obligés de vivre dans le nouveau camp. Durant l'année 2016, le nombre de migrants résidant dans le bidonville a été estimé à 10 000. Le bidonville est saturé, la violence quasi quotidienne. La police n'intervient pas à l'intérieur du bidonville. Les riverains ont alerté la maire Natacha Bouchart sur les nuisances qu'ils subissaient au quotidien. Ensemble avec les commerçants du centre-ville de Calais qui accusent les migrants de nuire à l'image touristique de la ville, ils ont manifesté à de nombreuses reprises à Calais et à Paris, forçant le gouvernement à prendre la décision de démanteler le bidonville qu'il avait créé. Du 24 au 28 octobre 2016, le camp a été vidé de ses occupants sous les caméras du monde entier. 800 journalistes ont été accrédités pour l'occasion. Une fois les opérations d'évacuations terminées le camp a été rasé. Aujourd'hui, les migrants reviennent par petits groupes des centres dans lesquels ils avaient été placés sur le territoire national. Ils sont environ 400 à survivre uniquement grâce à l'aide des bénévoles. Leur nombre ne fait que croître.

Bruno Serralongue, 2017

Notre Dame-des-Landes (2014 – ongoing)

Introduction générale

Le mouvement de lutte contre le projet de construction d'un aéroport sur les terres agricoles de la commune de Notre-Dame-des-Landes à une trentaine de kilomètres de Nantes a surgi à la une des médias français à l'occasion de l'opération policière César en 2012, pour ne plus la quitter ou presque. En octobre 2012, la police investit la zad (Zone à Défendre) afin d'en détruire les constructions illégales et en déloger les occupants dont certains résident sur place depuis 5 ans. Il s'agit de faire place nette afin de débiter les travaux. On découvre alors, à l'échelle nationale, un projet régional vieux d'une quarantaine d'années porté par les pouvoirs publics régionaux et nationaux et qui a toujours connu une farouche opposition de la part des riverains et des agriculteurs. La lutte éclair imaginée par les pouvoirs publics se transforma en guérilla de plusieurs semaines, la police n'arrivant pas à déloger les opposants qui reçoivent l'aide de sympathisants venus de l'Europe entière. Le gel des travaux annoncé par le gouvernement français dès la fin novembre 2012 est une victoire pour les opposants. L'occupation reprend de plus belle. 200 personnes environ vivent aujourd'hui sur la zad dans les fermes récupérées, des caravanes et des cabanes. Avec l'aide des agriculteurs qui les conseillent et prêtent leurs machines, les zadistes cultivent les terres et élèvent du bétail. A l'image de la lutte pour sauvegarder les terres du Larzac d'un projet d'extension d'un camp militaire imposé par l'Etat, les zadistes ne sont pas qu'une force d'opposition mais ils expérimentent un nouveau mode de communalité où l'entraide et le collectif prend le pas sur l'individualisme et la propriété privée. On peut même avancer que dorénavant, l'opposition à l'aéroport est presque devenue secondaire par rapport à la défense du territoire de la zad par ses habitants et de la forme de vie commune qu'ils y ont développé. Et l'on pourrait en dire tout autant pour l'État, dont le souci principal n'est plus tant l'aéroport que le rétablissement de l'ordre : la reconquête d'un territoire qui se dérobe de plus en plus à son emprise.

Bruno Serralongue, Mai 2016

Notre Dame-des-Landes (2014 – ongoing)

Naturalistes en Lutte

Si l'aéroport prévu sur la commune de Notre-Dame-des-Landes est finalement construit il s'implantera sur 1426 hectares de bocage et de zones humides miraculeusement préservés et entraînera la destruction de très nombreuses espèces animales et végétales protégées.

Les promoteurs du projet d'aéroport sont conscients de l'intérêt écologique du site de Notre-Dame-des-Landes (le bureau d'étude Biotope a été mandaté par les porteurs du projet afin de réaliser un inventaire. Le rapport final montre l'intérêt du site pour les batraciens et les oiseaux et recense 74 espèces protégées par le droit français). Cependant, l'ensemble de leur argumentation repose sur le fait qu'ils seront capables de compenser l'énorme perte de biodiversité engendrée par le projet. Les associations de protection de la nature pensent quant à elles que la perte de biodiversité sur le site ne pourra en aucun cas être compensée. Face à ce risque, un groupe de naturalistes professionnels et amateurs a décidé de se regrouper afin de procéder à une contre-expertise en procédant à l'inventaire systématique des habitats naturels, de la flore et la faune présents sur la lande, les résultats ainsi obtenus servant à alimenter les dossiers juridiques déposés par les associations de protection de la nature auprès des tribunaux. Après 3 années d'inventaires (2013-2015), le résultat obtenu par les Naturalistes en lutte est sans appel : plus de 2000 espèces ont été inventoriées, 130 espèces protégées recensées (et non 74), 5 espèces inconnues en France découvertes et des dizaines inconnues dans le département de la Loire Atlantique.

Au-delà des chiffres qui confortent l'intérêt écologique du site, c'est la méthode qui convient d'être remarquée. Les sorties organisées par les Naturalistes en lutte les deuxièmes dimanche de chaque mois sont ouvertes à tous. Vient qui veut avec son savoir et ses compétences et les met en commun, les partage. On vient pour apprendre et pour participer à la lutte contre l'aéroport. Car c'est bien le travail collectif mené par les naturalistes bénévoles qui bloque aujourd'hui les travaux. Cette méthode m'a permis de m'intégrer facilement au groupe en proposant mes propres compétences. J'ai participé à 5 sorties. Les photographies réalisées sont disponibles pour les naturalistes qui peuvent les utiliser comme ils l'entendent.

Bruno Serralongue, Mars 2017

Bruno Serralongue

Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions

Bruno Serralongue's new solo exhibition at Air de Paris borrows its title from Henri Michaux's collection of poems. Through «Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions» there will be question of struggle for land elsewhere, for migrants (*Calais*, 2006-2008, 2015-ongoing) or here for temporary inhabitant and residents of the Zone to Defend (ZAD) (*Notre Dame des Landes*, 2014-ongoing).

[...] Faced with the omnivorously scattershot mass media and their thirst for the novel and the spectacular, Bruno Serralongue urges leisureliness and detachment from the topical. Faced with information overload, he urges minimality. Faced with the speed that governs news, trade, money flow and transport, he urges slow persistence. Serralongue portrays people who resist, who are unyielding – minority figures who in spite of everything manage to get through to the public and appropriate a space in the media. His visual strategy ties in with their communication strategies: since the mid-90s, from Chiapas to Mumbai via Cuba, Washington and Geneva, he's been tracking the rise and structuring of the altermondialist movement, looking to media pomp and ceremony for the filters and protocols that shape the making of his photographs. His experience with what goes on out of shot has set him straight about the scripting of reality that goes into the process of fabricating information. His store of images is not intended to illustrate current events or provide the media with an open archive; it exists, rather, to offer the counter-information Gilles Deleuze was referring to when he defined art as an act of resistance. Information that resists. A different gearing of the production of images. Serralongue belongs to the self-media: he's a transceiver functioning independently of the professional information sphere. The self-media artist processes, produces and diffuses information of an alternative, recoded kind, not contingent on the binary dictates of the mass media, their power games and their logic of instant gratification. He works on subjects he is committed to, in a reflexive time frame, in a different relationship to events, in a temporality free of obligatory, self-imposed spectacle. The counter-information provided by his investigations of media functioning combats the fragmentation of an experience he sees as constituting a whole. Like Karl Kraus, the pioneer media critic of the 1930s, he is telling us that there is no objectivity other than artistic objectivity. Going counter to the media's falsified reality are the artist's alter-images. Recent years have seen Serralongue's practice evolve in line with his attention to situations having to do with the human, social and political scenes: the Florange steelworks issue, the Notre-Dame-des-Landes airport project, the refugee camps at Calais and the first decade of a new nation, Kosovo. A long-term working relationship based on collaboration with his chosen territories and their inhabitants has given him a real understanding of the human and environmental issues involved. In the wake of «Campfires», his major retrospective at the Jeu de Paume in Paris in 2010, the more recent «The Earth is a Crocodile», at MAMCO in Geneva in 2015, was his chance to bring his areas of investigation together and help us reconsider the way our community of living systems inhabits today's world; the point being that contemporary history can be recorded using the tools and visual thinking of photography. [...]

Pascal Beausse

Calais (2006-08 et 2015 – ongoing)

On 5 November 2002 the refugee camp at Sangatte, in France's Pas-de-Calais département, was closed by Nicolas Sarkozy, Minister of the Interior, with the French and British governments hailing the event as a great victory in the fight against illegal immigration and the crime it was said to be generating. First opened in September 1999 and run by the Red Cross, the centre – in what was originally a depot for the machines used to dig the Channel Tunnel – housed up to 1200 migrants at a time, mainly Afghans, Kosovars, Iraqis and Iranians in search of a passage to England. Neither the closure of the camp or the intensified police repression that followed did anything to stem the flow of migrants: Calais remains the French city nearest to England and its port's capacity for trucks in transit is constantly being increased. Between 2008 and 2014 numbers in Sangatte remained stable. Local community associations estimated that there was a permanent population of 400–600 people living on vacant lots and in the woods around the city.

Police response remained stable too: there were regular incursions into the different camps, where the shelters were demolished and the migrants arrested, only to be released a few days later. The camps then reformed a little further out, always following the rule of small groupings – mostly according to nationality – scattered around the outskirts or in abandoned buildings. I stopped going to Calais to take photographs, but kept in touch with the situation. In 2015, however, the authorities came up with a fresh strategy aimed at emptying the city of its migrants and controlling them more effectively. Implemented by Bernard Cazeneuve, Minister for the Interior in the government headed by Manuel Valls, this strategy involved forcibly regrouping all migrants from in and around Calais near a day centre opened on 15 April. All the camps were then demolished and the migrants escorted by the police to what local community associations now call the State Shantytown or the State Ghetto.

These changed circumstances prompted me to go back to Calais and re-embark on my series for an indefinite period. My first photographs were taken in April, when the Jules Ferry day centre opened. Since then most of the associations concerned have drawn attention to the dangers of this kind of regrouping, and in particular the violence it gives rise to. As pointed out on the «Passeurs d'Hospitalités» blog, previously «groups formed and dispersed according to rules which, it has to be admitted, we don't really understand. It was wrong of the authorities to put them all together in the same place, just as it was arrogant of some association members to try to turn the shantytown into a village by imposing a simplistic vision – interpreting things in terms of nationality, for example – that didn't match the complex social realities.» In September 2015 the associations calculated that between three and four thousand people were being forced to live in the new camp. The shantytown was at saturation point and violence an almost daily affair. The police did not intervene inside the camp. Local residents told mayor Natacha Bouchart about the problems they were having on a daily basis and joined central Calais retailers, who claimed that the migrants were undermining the city's tourist image, in repeated demonstrations in Calais and Paris; ultimately this forced the government to decide to dismantle the shantytown it had created. Between 24–28 October 2016 the camp was emptied of its occupants as the world's media – 800 accredited journalists – recorded the event. Once the evacuation had been completed, the camp was razed. Today small groups of migrants are returning from the centres they had been allotted to elsewhere in France; there are currently some 400 of them, surviving solely with help from volunteers, and their number is growing steadily.

Bruno Serralongue, 2017

Notre Dame-des-Landes (2014 – ongoing)

General introduction

The campaign against the plan to create an airport on farmland in the municipality of Notre-Dame-des-Landes, some thirty kilometres from Nantes, was first spotlighted by the French media in 2012 and has hardly left the headlines since. In October of that year «Opération César» saw the police enter the ZAD (Zone à Défendre/Zone to be Defended) in order to demolish illegal buildings and remove the occupants, some of whom had been there for over five years. The aim was to clear the site so that work on the airport could begin. This was when France as a whole discovered a project going back forty years, instigated by the national and regional authorities but fiercely opposed from the outset by local residents and farmers. The blitzkrieg envisaged by the authorities turned into a weeks-long guerrilla struggle, with the occupants backed up by supporters coming from all over Europe and the police unable to dislodge them. The freeze on works announced by the French government in late November 2012 was a victory for the protesters, and the occupation has since gone from strength to strength. Some 200 people are now living on the ZAD site in farmhouses, caravans and cabins. With farmers in the area offering help in the form of advice and loans of machinery, the Zadistas are now growing crops and raising livestock. As in the case of the 1970s struggle to save the Larzac plateau in southwestern France from conversion into an army camp, the Zadistas are not simply an opposition group: they are experimenting with a new form of community in which mutual aid and a collective approach have replaced individualism and private property. It could even be said that opposition to the airport has now become almost secondary to the defence by the ZAD residents of their territory and the form of communal living they have developed there. The same could be said for the state: the main issue is no longer so much the airport as the re-establishment of order and the reclamation of a territory on which its hold is steadily weakening.

Bruno Serralongue, May 2016

Notre Dame-des-Landes (2014 – ongoing)

Naturalists strike back

If the airport planned for Notre-Dame-des-Landes ever goes ahead it will cover 1,426 hectares of miraculously preserved bocage and wetlands and entail the destruction of numerous protected animal and plant species.

The project's developers are well aware of the site's ecological interest, having hired the Biotope agency to carry out an inventory. The agency's final report demonstrated the site's value in terms of batrachians (frogs and toads) and birdlife, and listed the presence of 74 species protected under French law. The developers' argument in response was that they would be able to compensate for the enormous loss of biodiversity resulting from the project; environmental protection bodies, on the other hand, contend that there is no possible way of making up for this loss. Given the implicit danger, a group of professional and amateur naturalists decided to join forces as «Naturalistes en Lutte» (Naturalists Strike Back), providing a second expert evaluation in the form of a systematic inventory of the site's habitats, flora and fauna, and making the results available for legal purposes to the environmental protection bodies concerned. The findings of their three-year investigation (2013–2015] are unchallengeable: over 2,000 species were inventoried, of which 130 (and not 74) are protected, 5 were hitherto unknown in France, and dozens more unknown in the surrounding Loire Atlantique département.

In addition to the statistics confirming the site's ecological importance, the group's method deserves attention. The expeditions organised on the second Sunday of every month were open to all comers – to anyone ready to bring their knowledge and skills along and share them. Those attending were there to learn as well as to take part in the struggle against the airport, and it is the collective input of these volunteer naturalists that is currently holding the project in abeyance. This approach made it easy for me to join the group by offering my personal skills; I went out on five expeditions and the photos I took are there for the naturalists to use as they please.

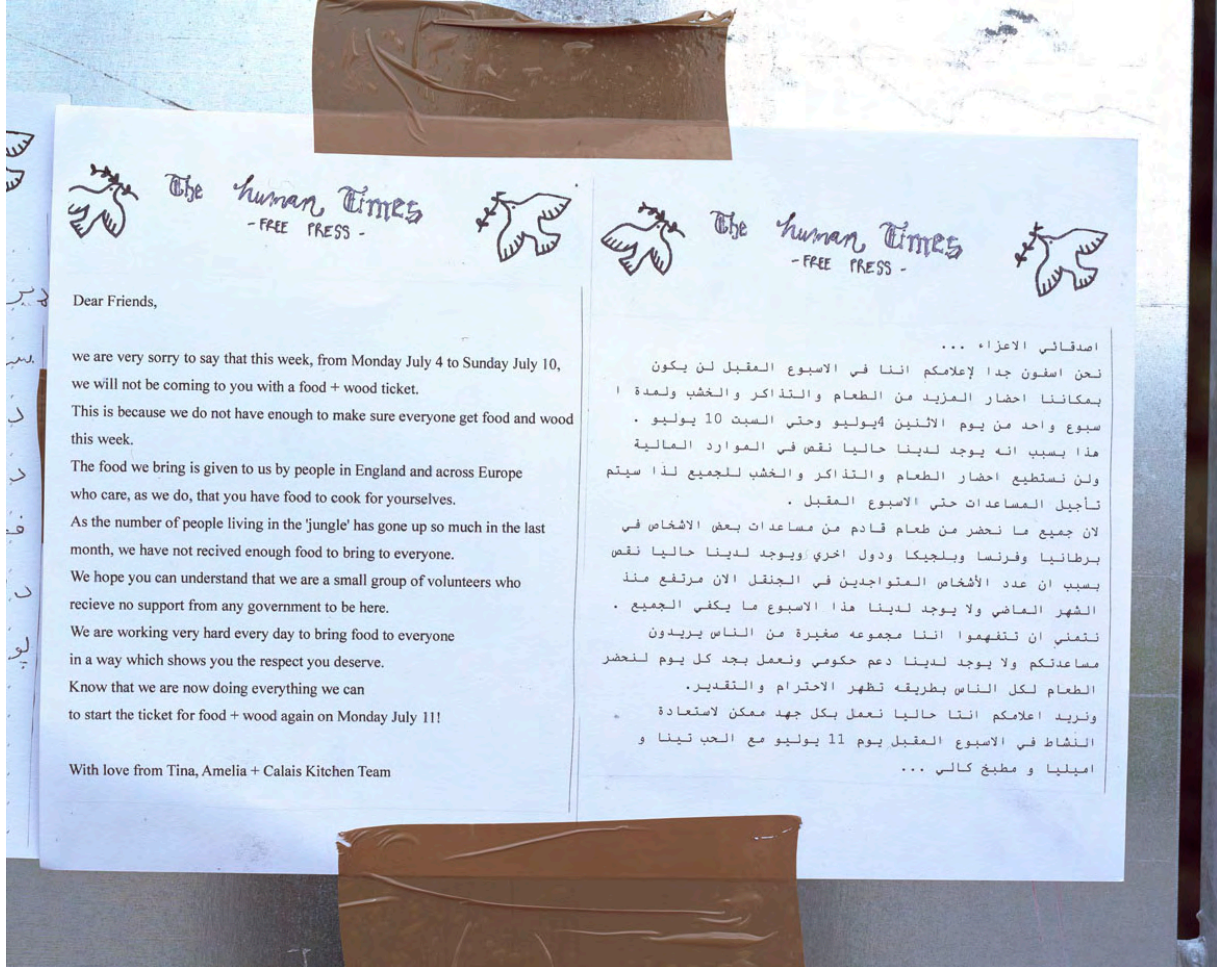
Bruno Serralongue, March 2017



Passer en Angleterre, Accès terminal transmanche, Calais, juillet 2007

2007, Series Calais

Tirage Ilfochrome collé sur aluminium, boîte Plexiglas / Ilfochrome print mounted on Aluminium, Plexiglas box, 126x 159 x 5 cm, ed: 5 + 2 AP.



Dear Friends, « bidonville d'Etat » pour migrants, Calais, 07 juillet 2016.

2016, Series Calais

Tirage jet d'encre sur papier Baryta Photographique Canson collé sur aluminium, Capot Altuglas / Inkjet print on Canson Baryta photographic paper, mounted on Aluminium, Plexiglas box, 126 x 157 cm, 126 x 158 cm, ed: 5 + 2 AP.



La récolte des pommes de terre aux Rosiers, ZAD de Notre-Dame-des-Landes, samedi 6 septembre 2014

2014, Series Notre-Dame-des-Landes

Tirage jet d'encre sur papier Baryta Photographique Canson collé sur aluminium, Capot Altuglas. (tirage 2016) / Inkjet print on Canson Baryta photographic paper, mounted on Aluminium, Plexiglas box, 51.2 x 62.1 cm, ed: 3 + 2 AP.



Produire les conditions de vie sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, dimanche 7 septembre 2014.

2014

series Notre-Dame-Des-Landes

Ilfochrome collé sur aluminium, capot Altuglas (tirage ilfochrome 2014) / Ilfochrome print (2014)
mounted on aluminium, Plexiglas box, 50 cm x 62 cm, ed: 3 + 2 AP.